

que Cuba leur a envoyé des agents ainsi que des armes.

Rien de plus facile, assis dans un fauteuil, que d'analyser les avantages qu'il y a à choisir sa propre forme de gouvernement, à élire un gouvernement aux urnes et tout le reste que nous trouvons peut-être un peu trop normal dans notre pays. Nous sommes nombreux à commettre cette erreur. Ceux qui veulent toujours critiquer sur ces questions, du haut de leur tour d'ivoire, sont habitués à notre forme de démocratie et ne comprennent pas bien que nos méthodes démocratiques ne s'appliquent pas et ne peuvent pas s'appliquer ailleurs. Nous en avons eu une foule de preuves depuis la Seconde Guerre mondiale. Les bien-pensants de notre pays—je parle des bien-pensants sincères—qui voudraient voir notre mode de vie s'étendre au monde entier constatent bientôt que ce régime ne convient pas à certains autres pays dont les antécédents sont tout à fait différents.

Il y a aussi la subversion ou la guerre moderne pratiquée par l'infiltration. Quand il y a subversion dans un pays, rien ne sert de s'asseoir et de discuter. Il faut décider des mesures à prendre. C'est la première chose que font les communistes. Ils ont toujours eu pour principe qu'une minorité bien organisée peut facilement renverser une majorité très désorganisée. Ils s'installent dans la place, d'où on ne peut plus les déloger.

A mon avis, monsieur l'Orateur, si le gouvernement des États-Unis n'était pas intervenu dans la crise dominicaine, il y aurait probablement aujourd'hui dans ce pays un autre gouvernement du type cubain. Il va de soi que cela ne ferait que servir d'encouragement dans d'autres endroits des Caraïbes et peut-être plus au Sud. Des commentateurs dignes de confiance en ont apporté suffisamment de preuves dans les journaux pour qu'on adopte cette attitude. J'estime donc que pour cette raison le gouvernement devrait indiquer clairement s'il approuve ou non la politique des États-Unis en République dominicaine. Je crois que nous avons droit à une réponse.

La question qui, à mon avis, est peut-être la plus inquiétante pour les Canadiens, c'est la réputation de notre pays aux États-Unis à l'heure actuelle. Je me souviens des élections de 1962 et de 1963, durant lesquelles ceux qui occupent maintenant les sièges situés à votre droite, monsieur l'Orateur, du côté ministériel, prétendaient que les relations entre le Canada et son voisin étaient très mauvaises, sous le régime conservateur. Je n'ai jamais été d'accord sur ces allégations;

[M. Nesbitt.]

mais ceux qui les ont faites à ce moment-là ne sont guère dans une situation très confortable à l'heure actuelle, car la réputation du Canada aux États-Unis est loin d'être bonne. Je rappelle d'abord qu'un certain nombre d'incidents anodins ont contribué à cette réputation sous le gouvernement actuel. Tout d'abord, bien entendu, il y a eu la politique économique du ministre des Finances (M. Gordon); mais il ne convient pas de parler de cela en ce moment. Cependant, la question a été traitée sous ses aspects ici et dans les journaux. En premier lieu, cette politique n'a pas vraiment amélioré les choses. Puis il y a eu une série d'autres événements. Comme je l'ai dit, il y a eu cet événement très regrettable qui a eu lieu à Philadelphie, au sujet des vues que le premier ministre a exprimées à l'égard du Vietnam du Sud. Je ne dirais pas que je suis en désaccord sur l'opinion que le premier ministre a exposée à l'Université Temple. Je suis porté à croire que l'idée peut très bien avoir été excellente, mais les observations ont probablement été faites à un endroit regrettable. A mon avis, si le président des États-Unis avait fait à l'Université de Toronto un discours sur la façon dont le Canada devrait résoudre ses problèmes avec le Québec et d'autres gouvernements de notre pays, la chose n'aurait pas été très bien accueillie ici non plus. Je suis certain que la question du Vietnam du Sud est aussi brûlante aux États-Unis que celle du biculturalisme au Canada. Nous pouvons peut-être accepter de bon gré l'opinion d'amis ou de voisins très proches, mais nous ne les accueillerions pas volontiers publiquement, et surtout sur notre propre terrain. Je suis certain que les intentions du premier ministre étaient des meilleures, en ce cas, mais, me semble-t-il, le choix de l'endroit où il les a formulées était assurément mal choisi. De toute façon, c'est ce que les journaux américains semblent croire et, comme je l'ai dit, l'impression que l'incident a créée était très mauvaise.

Il est contestable, à mon avis, qu'il y ait eu querelle entre le président des États-Unis et le premier ministre du Canada. Sauf erreur, le premier ministre déclare qu'il y a eu une discussion entre lui-même et le président des États-Unis, mais lorsqu'ils se sont séparés, ils l'ont fait comme de bons amis et la discussion avait été réglée. C'est possible, et je suis tout à fait disposé, comme nous le sommes tous, je crois, à accepter la parole du premier ministre à ce propos. Mais quel que soit ce qui s'est passé entre le premier ministre du Canada et le président des États-Unis, il n'en reste pas moins que les journaux